

DANS CE NUMÉRO

01 Editorial - Bâtissons au féminin...l'Afrique de nos rêves !

Si l'avenir, comme le disait Henri Bergson, « n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire », alors les priorités de l'Afrique pour entrevoir le destin devraient être l'éducation de ses enfants, l'accompagnement de ses jeunes et l'autonomisation de ses femmes. En effet, dans une région ouest africaine où l'instabilité est quasi chronique, ...

02 Femme, leadership politique et prévention des conflits au Sahel

Partant de l'évidence qu'au Sahel, la stabilité politique ne peut être renforcée sans l'implication active des femmes leaders dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et les processus de prise de décision, le Gorée Institute a procédé au renforcement de capacités des femmes leaders issues des pays du Sahel ...

03 Projet jamm ak ndaw ñi : atelier de capitalisation

Après les phases de formation, de réalisation d'initiatives et de conception de plateformes digitales dans l'optique de véhiculer des messages de paix dans le contexte de l'élection présidentielle sénégalaise de mars 2024, le projet Synergie Citoyenne pour la Prévention de la Violence Electorale et la Consolidation de la Paix (PAVE) « Jamm ak ndaw ñi » (la paix avec les jeunes) a procédé à la phase de capitalisation des expériences de ce projet que le partenaires ...

04 Protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest : les OSC renforcées à Abidjan sur les mécanismes supranationaux

Abidjan a été la citadelle des acteurs de la société civile s'activant dans la protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest. Avec l'appui financier d'ASDI, à travers Save the Children Suède (SCS) et Save the Children International pour la mise en œuvre du Programme mondial de renforcement des organisations de la société civile pour les droits de l'enfant ...

05 Partage des résultats de l'analyse d'économie politique et du monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant

Le Gorée Institute a consacré la journée du jeudi 21 mars 2024 au partage des résultats issus de son Analyse Politique et Economique (APE) et du monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant. Cela à travers un atelier ayant réuni les OSC et ONG actives sur la protection des droits de l'enfant et sur l'espace civique, les consultants, les partenaires ...



Editorial

Bâtissons au féminin...l'Afrique de nos rêves !

Par Mamadou Sakhir Ndiaye, Responsable Communication, Gorée Institute

Si l'avenir, comme le disait Henri Bergson, « n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire », alors les priorités de l'Afrique pour entrevoir le destin devraient être l'éducation de ses enfants, l'accompagnement de ses jeunes et l'autonomisation de ses femmes. En effet, dans une région ouest africaine où l'instabilité est quasi chronique, la protection et la promotion des couches dites vulnérables sont un impératif pour bâtir des sociétés égalitaires, pacifiques et inclusives qui donneraient à toutes les classes l'opportunité de réaliser ce qu'elles portent en elles.

Notre système de protection sociale si malade nécessite une entière refondation pensée autour des plus vulnérables qui, en périodes troubles, payent toujours le plus lourd tribut. Qu'il s'agisse de conflits d'ordre politique, institutionnel ou armé, le plus grand nombre de victimes se compte, de tout temps, chez les femmes, les enfants et les jeunes. Tout bonnement, travailler à mettre à l'abri cette précieuse frange et lui garantir un environnement sécurisé et épanoui sortirait l'Afrique, celle occidentale en particulier, de la torpeur dans laquelle elle s'obstine depuis bien longtemps.

Qu'on ne s'y trompe pas, donc : dans la plupart de nos pays, on est encore loin du compte avec la persistance des mariages d'enfants, des mutilations génitales féminines, des lois discriminatoires, des inégalités sociales, etc. Cela en dépit de l'adoption d'importantes résolutions par ces mêmes Etats.

Donc, pour ce premier semestre de l'année 2024, le Gorée Institute ne pouvait faire fi du tourment enduré par cette couche non négligeable pour deux principales raisons : concourir à réparer les disparités sociales et naturellement rééditer sa raison d'être institutionnelle de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits et de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions. Car, aussi infinies

soient elles, les opportunités offertes par l'Afrique ne pourront être saisies que si la voix des femmes et des autres franges est entendue.

Voilà qui explique le motif des distinctes thématiques des activités initiales de Gorin pour cette année 2024. En bref, dans le cadre du PROSCIDE, l'Institut a d'emblée procédé au partage des résultats issus de son Analyse Politique et Economique (APE) et du monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant, avant de poursuivre avec l'atelier régional tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) sur les mécanismes supranationaux de protection des droits de l'enfant.

Marchant dans le même sillage que le PROSCIDE, le projet Synergie Citoyenne pour la Prévention de la Violence Electorale et la Consolidation de la Paix (PAVE) « Jamm ak ndaw ñi » (La paix avec les jeunes), après avoir formé, soutenu et accompagné les étudiants et les jeunes acteurs communautaires à devenir des Ambassadeurs de la paix, est passé à la phase de capitalisation des expériences à travers un atelier ayant réuni tous les acteurs à Gorée pour un partage de compétences.

Même son de cloche du côté du programme Power Of Dialogue qui a misé sur le renforcement du leadership politique des femmes du Sahel pour permettre à ces dernières de s'impliquer activement dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et les processus de prise de décision.

Si, malgré leur hétérogénéité, les divers programmes de Gorin soulèvent du même pas des problématiques approximatives, c'est pour converger vers un idéal commun de vivre dans une Afrique plus soucieuse de la protection et de la promotion des femmes en particulier et des groupes dits vulnérables en général.

Femme, leadership politique et prévention des conflits au Sahel

Partant de l'évidence qu'au Sahel, la stabilité politique ne peut être renforcée sans l'implication active des femmes leaders dans la prévention des

aux institutions politiques, au leadership, à la gouvernance et à la participation des femmes. De manière générale, la formation a été articulée autour de dix (10) sessions dont huit (08) sessions thématiques et une session de restitution des travaux de groupes.



conflits, la consolidation de la paix et les processus de prise de décision, le Gorée Institute a procédé au renforcement de capacités des femmes leaders issues des pays du Sahel (Sénégal, Mali, Niger et Burkina Faso) à travers un atelier de formation régional de renforcement de capacités. L'activité qui s'est tenue du 06 au 08 mai 2024 à Gorée et dont le thème portait sur « Femme, leadership politique et prévention des conflits au Sahel » s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme Power Of Dialogue (POD) qui vise à promouvoir un espace démocratique pacifique et un processus de prise de décision politique inclusif, réactif et représentatif à tous les niveaux.

La formation a visé à améliorer les capacités des femmes à jouer un rôle actif de leadership dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la prise de décision politique dans les pays ciblés du Sahel, à travers le renforcement de leurs compétences.

Au nombre de trente (30), les femmes qui désirent plus d'implication dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et les processus de prise de décision ont été, au cours de cet atelier, éclairées sur les concepts relatifs à la démocratie, à l'Etat de droit,

- Femme, Démocratie, Etat de droit et institutions politiques : cette session a favorisé une compréhension commune des notions de démocratie, d'État de droit et de libertés publiques.
- Leadership, gouvernance et participation des femmes : leçons apprises, défis et perspectives. Cette session a visé à mettre en avant les leçons apprises, à identifier les défis et à envisager les perspectives adéquates. Cela a été l'occasion de définir le leader et de présenter son cadre de référence, mais aussi d'identifier les défis qui limitent le rayonnement du leadership des femmes.
- Genre et Leadership transformationnel : lors de cette session, il a été question d'appréhender l'impact du genre sur le leadership, ainsi que leurs interactions pour influencer et innover.
- Cadre politique, femmes, paix et sécurité : cette session a été l'occasion de revisiter les instruments et stratégies encadrant la participation des femmes dans la paix et sécurité et leur portée.

- Mécanisme de prévention et de gestion des conflits : la session a mis en exergue la typologie des conflits et les étapes du conflit pour mieux envisager la réponse.
- Analyse des conflits sensibles au genre : la session a mis l'accent sur les éléments fondamentaux de l'analyse sensible au genre dans un conflit, à savoir le contexte général, les principaux acteurs et leurs relations, et la carte de système.
- Leadership politique et gestion des crises : la session a abordé les principes du leadership politique et du sens des élections dans un système démocratique, ainsi que l'identification des sources de conflits liées aux élections et le partage d'expériences des différentes participantes. Dans ce sillage, les participantes se sont soumises également au sport pour s'imprégner davantage et surtout de manière physique des valeurs du sport qui sont aussi celles caractéristiques du leadership.
- Plaidoyer et lobbying pour un agenda femme : cette session a abordé les spécificités du lobbying et les rouages du plaidoyer pour influencer la prise de décision politique.
- Femme, médiation et dialogue politique : la Voix des Femmes. Il a été question dans cette session de définir les notions de médiation, de négociation et de dialogue politique et d'appréhender le rôle des femmes dans ces mécanismes de prévention et de règlement des conflits, en tant qu'espaces d'expression de leur leadership politique.
- Projection du film documentaire sur cette expérience de formation sur le leadership politique des femmes. La session documentaire modérée par la consultante en Communication a été l'occasion de projeter un film documentaire de 34 minutes sur cette expérience de formation sur le leadership politique des femmes.

Les présentations ont permis de faire ressortir l'importance d'analyser les conflits. Cette analyse devient sensible au genre lorsqu'elle prend en

compte les rapports de genre et la manière dont ils impactent sur les femmes (le cas échéant) qui participent ou sont affectées par un conflit. En d'autres termes, cette approche vise à déterminer le



contexte du conflit, d'identifier les différents acteurs et d'envisager des pistes de résolution.

La rencontre a permis, dans un premier temps, de revenir sur les concepts de démocratie, d'Etat de droit, de participation politique et de leadership des femmes ainsi que les principes et valeurs qui le caractérisent. Dans un deuxième temps, la rencontre a donné l'occasion d'aborder le cadre politique Femme Paix et Sécurité, d'identifier et d'approfondir la compréhension des causes profondes des conflits et des possibilités de prévention et de gestion des conflits, tant au niveau communautaire que national. Enfin, cette formation a contribué à renforcer la position des femmes, ainsi que leur rôle de médiatrices et de négociatrices à différents niveaux, à travers la maîtrise des mécanismes de prévention, de résolution et de consolidation de la paix. 

Pour plus d'informations sur cet atelier Atelier régional sur le leadership politique des femmes et la prévention des conflits au Sahel.

« Mon pays, le Burkina Faso étant touché par une crise assez croissante sur les questions de terrorisme et de conflits, cette formation me sera assez bénéfique et m'aidera à me déployer un peu plus sur le terrain et à engager au retour les jeunes femmes et filles sur la question de la prévention des conflits au Sahel ».



Lidwine Inès Ouattara,
Société Burkinabé de Droits Constitutionnel

Projet Jamm Ak Ndaw Ñi : Atelier de capitalisation

Après les phases de formation, de réalisation d'initiatives et de conception de plateformes digitales dans l'optique de véhiculer des messages



de paix dans le contexte de l'élection présidentielle sénégalaise de mars 2024, le projet Synergie Citoyenne pour la Prévention de la Violence Electorale et la Consolidation de la Paix (PAVE) « Jamm ak ndaw ñi » (la paix avec les jeunes) a procédé à la phase de capitalisation des expériences de ce projet que le Gorée Institute et ses partenaires IFES et USAID déroulent depuis le mois de décembre 2023.

Ce projet qui a pu, à travers ses ateliers régionaux et les initiatives des acteurs en période électorale, prévenir les violences électorales et parvenir à la consolidation de la paix en milieu jeune et particulièrement dans les universités publiques du Sénégal, a tenu, le 30 avril 2024, un atelier de capitalisation à l'intention des étudiants des universités publiques et des jeunes leaders communautaires des régions (Ziguinchor, Saint Louis et Dakar).

Sur les 180 étudiants et jeunes leaders communautaires formés, cet atelier de capitalisation a regroupé 30 ambassadeurs de la paix, soit 10 par université et/ou par région.

Après la cérémonie d'ouverture marquée par les allocutions du Directeur Exécutif de Gorée Institute, de la Directrice pays de IFES et du Maire de Gorée, l'atelier s'est structuré en quatre sessions :

- la restitution des trois groupes de travail : un par université, portant sur les défis et difficultés,

les leçons apprises, les bonnes pratiques, les impacts, résultats et les recommandations ;

- la projection des résultats obtenus à travers les initiatives sur les bénéficiaires directs et ceux indirects. Le projet a touché directement 3 150 personnes et de manière indirecte via la plateforme numérique et les médias sociaux, 73 706 personnes sont touchées.
- le partage d'expérience des projets PAVE dans d'autres pays à l'image de PAVE Ethiopie, PAVE Sri Lanka et PAVE Papouasie.
- l'évaluation de l'atelier par les participants.

L'atelier s'achève par la cérémonie de clôture. Cette cérémonie s'est faite en deux temps : d'une part, la remise de certificat à chaque ambassadeur de la paix et un trophée pour chaque université ; et d'autre part, les mots de clôture prononcés par la Directrice IFES Sénégal et le Directeur Exécutif de GORIN.

Dans le cadre de la mise en œuvre des initiatives de paix, les ambassadeurs de la paix de chaque région ont mis en place des leçons de bonnes pratiques

qu'ils ont partagées lors de cet atelier de capitalisation. Ces leçons de bonnes pratiques sont entre autres :

- Organisation d'activités ludiques autour desquelles des messages de paix et de non-violence sont véhiculés,
- Publication d'articles en ligne,
- L'implication de toutes les parties prenantes,
- Adopter un discours de paix en toute circonstance,
- Le respect de la parole donnée,
- Culture de citoyenneté permanente,
- Revendication par voie légale et pacifique,
- L'importance du travail en synergie ;
- L'importance de la sensibilisation par approche directe.

Cet atelier tenu à Gorée a permis à toutes les parties prenantes du projet de partager leurs expériences du terrain, mais aussi de primer, pour leurs diverses initiatives, les Ambassadeurs de la Paix au nombre de trente (30) parmi les 180 formés dans les trois régions.

En outre, l'atelier de capitalisation des Ambassadeurs de la Paix a donné au Gorée Institute et à ses partenaires la possibilité de faire le bilan



global du Projet PAVE. Ce fut aussi l'occasion de mettre les Ambassadeurs de la Paix en contact physique et de leur donner lieu de partager mutuellement leurs diverses expériences. Ces derniers ont pu également s'approprier les activités de l'extension du projet, s'inspirer des expériences PAVE des autres pays et s'accorder pour mieux faire face aux défis.

A rappeler que le projet PAVE est le premier déroulé en Afrique de l'Ouest et francophone avec des étudiants de diverses universités sénégalaises.

C'est un projet qui responsabilise surtout les jeunes en ce qui concerne la prévention de la violence et la sensibilisation à la culture de la paix. Pour plus d'informations sur cet atelier Atelier de capitalisation des Ambassadeurs de la paix au Gorée Institute. 

« Ce projet n'est pas dirigé vers les jeunes, mais ce sont plutôt les jeunes et les étudiants qui le portent. Cela nous donne plus de garanti de réussite... ».



*Augustin Senghor,
Maire de Gorée*

Protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest : les OSC renforcées à Abidjan sur les mécanismes supranationaux

Abidjan a été la citadelle des acteurs de la société civile s'activant dans la protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest. Avec l'appui financier d'ASDI, à travers Save the Children Suède (SCS) et

C'est donc pour parer à ces diverses contraintes que le Gorée Institute a renforcé les acteurs de la société civile ouest africaine sur les alternatives d'ester en justice au niveau régional dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique. Au total 22 participants (13 femmes et 9 hommes), dont 3 du Mali, 3 du Burkina Faso, 13 de la cote d'Ivoire et 3 du Sénégal ont pris part à cette rencontre. Le choix d'Abidjan s'explique par une volonté de permettre aux autres pays d'apprendre de l'expérience de la



Save the Children International pour la mise en œuvre du Programme mondial de renforcement des organisations de la société civile pour les droits de l'enfant (PROSCIDE 2022 – 2026), le Gorée Institute a organisé, du 24 au 26 avril 2024, un atelier de formation sur les mécanismes de protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest et dans l'espace CEDEAO.

L'objectif général de cet atelier a été de renforcer les capacités des OSC de protection des droits de l'enfant sur les mécanismes supranationaux de protection des droits de l'enfant notamment sur les initiatives de recours et sur le suivi et la mise en œuvre des recommandations dans un espace civique obstrué.

En effet, il convient de noter que bon nombre d'organisations de la société civile de protection des droits de l'enfant éprouvent des difficultés à recourir aux mécanismes supranationaux pour des raisons telles que le manque de maîtrise et la lourdeur des procédures et le manque de soutien technique et financier.

Côte d'Ivoire qui, en matière de protection des droits de l'enfant, est un peu en avance. Huit sessions ont animé cet atelier :

- Espace civique et droit de l'enfant en Afrique de l'Ouest : ont été abordées dans cette session les études menées par le Gorée Institute, à savoir l'Analyse d'Economie Politique pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant dans un espace civique réduit au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal et le Monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant dans ces mêmes pays.
- Les cadres normatifs régionaux et internationaux des protections des droits de l'enfants : cette session a fait un rappel des cadres normatifs et les mécanismes de protection des droits de l'enfant.
- La cartographie des parties prenantes du système de protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest : il a été question dans cette session de la cartographie des parties prenantes

du système de protection des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest et de montrer la complexité du paysage où le jeu des pouvoirs est central.

- Mode de saisine de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et le comité africain des experts sur les droits et du bien-être de l'enfant : il était question dans cette session de comprendre le rôle de ces deux mécanismes quasi judiciaires chargés de l'application des dispositions de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples CADHP, la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADBE), ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme et des peuples sur le continent africain.
- Procédure devant les organes juridictionnelles : La cour de justice de la CEDEAO et la CADHP. Après une connaissance des organes quasi-juridictionnelles, cette session a mis le curseur sur le mode de saisine de la cour de justice de la CEDEAO et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples.
- Les éléments de fragilités et de vulnérabilités de l'espace civique affectant les droits de l'enfant : cette session a porté sur les enjeux liés à l'espace civique dans notre sous-région, notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.
- Les stratégies d'influence à travers le lobbying et le plaidoyer au niveau régional : dans cette

session, il s'agissait essentiellement de comprendre pourquoi une stratégie est nécessaire, ses avantages pour les OSC et les risques impliqués.

- Mise en place d'un Réseau ouest africain de protection des droits de l'enfant : ce Réseau vise à consolider les efforts existants en rassemblant divers acteurs et ressources pour une action concertée.

Le Réseau Ouest africain de protection des droits de l'enfant est une Stratégie régionale de plaidoyer pour une meilleure prise en charge des droits de l'enfant en Afrique de l'Ouest. Ce Réseau va permettre de :

- Renforcer la coordination régionale : cela permettra une utilisation plus efficace des ressources et une réponse plus cohérente aux défis auxquels sont confrontés les enfants en Afrique de l'Ouest dans chaque Etat.
- Échanger de bonnes pratiques : en réunissant des organisations et des experts de divers pays de la région, le Réseau favorisera l'échange de bonnes pratiques et d'expériences réussies en matière de protection de l'enfance.
- Amplifier la voix collective : ensemble, les membres du réseau auront une voix plus forte dans les efforts de plaidoyer pour les droits de l'enfant au niveau régional.
- Renforcer des capacités : le Réseau offrira des opportunités de renforcement des capacités à





ses membres, notamment à travers des formations, des ateliers et des échanges de connaissances.

Il s'est ainsi agi d'outiller les acteurs des OSC sur les mécanismes sous régionaux, régionaux et mondiaux de protection des droits de l'enfant, sur les défis et les modes de fonctionnement. Cet atelier régional a aussi donné lieu de renforcer les capacités des acteurs afin de leur permettre d'engager un contentieux stratégique en matière de violation des droits de l'enfant. Il a également suscité l'engagement des acteurs à entreprendre des actions de plaidoyer et de lobbying pouvant influencer les politiques au niveau national et régional.

L'activité du 24 au 26 avril qui a engendré la mise en place d'un Réseau ouest-africain de protection des droits de l'enfant doté de plans d'actions nationaux,



a mis à la disposition des participants des outils pratiques et efficaces permettant l'ouverture de l'espace civique. Cette formation de trois jours a en outre servi de cadre de partage des résultats des études réalisées par le Gorée Institute, notamment l'Analyse Politique et Economique (APE) et le monitoring de l'espace civique. Pour plus d'informations sur cet atelier Abidjan-Atelier régional sur les mécanismes supranationaux de protection des droits de l'enfant. [▶](#)

« Gorée Institute appuie l'initiative de fédérer davantage les efforts des différentes organisations. Ce qui va permettre d'avoir une intelligence collective, de renforcer davantage nos compétences et d'intervenir pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant ».



*Christian Gbaguidi,
participant du Mali*



Partage des résultats de l'analyse d'économie politique et du monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant

Le Gorée Institute a consacré la journée du jeudi 21 mars 2024 au partage des résultats issus de son Analyse Politique et Economique (APE) et du monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant. Cela à travers un atelier ayant réuni les



OSC et ONG actives sur la protection des droits de l'enfant et sur l'espace civique, les consultants, les partenaires comme Save the Children et les institutions et agences de l'État spécialisées sur la protection des enfants. La présentation des résultats des recherches a été suivie d'échanges entre participants et partenaires sur les démarches pertinentes pour la mise en œuvre des recommandations.

Si le Gorée Institute, dans ce projet PROSCIDE, a mis en place une telle initiative, c'est pour apporter des solutions par rapport au fait que l'espace civique est obstrué un peu partout en Afrique de l'Ouest et constitue une menace aux fondements de la démocratie car demeurant cet environnement qui permet à la société civile de jouer un rôle dans la vie politique, économique et sociale dans nos sociétés. En effet, le rétrécissement de l'espace civique affecte plusieurs organisations de la société civile qui sont parfois confrontées à des lois restrictives, à des ingérences dans leurs activités et à des menaces et représailles lorsqu'elles donnent souvent leur position dans les médias, sur internet ou encore lors

des manifestations pacifiques. Parmi ces organisations figurent celles qui œuvrent pour la protection et la promotion des droits de l'enfant également touchées par ces restrictions.

C'est donc partant de ce constat que le Gorée Institute a initié dans le cadre du Programme mondial de renforcement des organisations de la société civile pour les droits de l'enfant (PROSCIDE) deux études qui portent respectivement sur une analyse d'économie

politique pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant dans un espace civique réduit et une étude quantitative et qualitative sur la situation de l'espace civique liée aux droits de l'enfant au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal, assortie de baromètres. Ces deux études ont été menées pendant plus d'une année entre novembre 2022 et décembre 2023 pour l'APE et huit (8) mois pour le monitoring de l'espace civique lié aux droits de l'enfant.

L'atelier du 21 mars 2024 a donc permis de partager les résultats qui, à leur tour, ont permis de renseigner sur la situation de l'espace civique dans ces pays cibles grâce à l'établissement des baromètres. Cet atelier de partage a aussi démontré les facteurs d'affaiblissement de l'espace civique ainsi que leur impact sur la réalisation des droits de l'enfant, avant d'apporter des éléments de réponse pouvant influencer la mise en œuvre des politiques, les cadres juridiques et les pratiques en matière de protection des droits de l'enfant et la prévention contre les abus dans un espace civique obstrué.

Publication d'une étude sur l'analyse d'économie politique pour la promotion et la protection des droits de l'enfant

En partenariat avec Save the Children, le Gorée Institute a publié une étude d'analyse d'économie politique dans le cadre du « Programme mondial de renforcement de la société civile (2021-2026) ». L'étude en question tente d'apporter des réponses sur les différents facteurs qui réduisent l'espace civique, tout en donnant aux organisations des droits de l'enfant des outils pour promouvoir les droits de l'enfant dans un espace civique réduit.

L'analyse d'économie politique, approche de cette étude, cherchera à proposer des réponses diagnostiques aux questions posées afin de mieux comprendre les facteurs fondamentaux, formels et informels responsables de l'affaiblissement de l'espace civique, avec des impacts sur la protection des droits de l'enfant et la prévention des abus.

Par ailleurs, cette étude a pour but d'informer les points d'entrée basés sur des preuves pour un plaidoyer efficace, ainsi que de proposer des mesures pour permettre aux acteurs et parties prenantes concernés d'influencer la promotion et la protection des droits de l'enfant.

En d'autres termes, cela justifiera la nécessité d'un plaidoyer efficace basé sur des preuves pour influencer la mise en œuvre des politiques, du cadre juridique et des pratiques en matière de droits de l'enfant au sein de l'espace civique.

En accord avec l'objectif général, l'analyse de d'économie politique conduira une analyse situationnelle des tendances clés, des acteurs et de leurs dynamiques liées à l'engagement civique. Cela permettra d'identifier les mesures appropriées nécessaires pour prévenir les abus. Une partie de cet effort consistera également à déterminer dans quelle mesure les dispositions et les principes consacrés par la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres instruments juridiques internationaux sont effectivement mis en œuvre.

Les résultats de la revue et l'analyse documentaire, ainsi que de la collecte de données auprès des acteurs institutionnels et des acteurs de la société civile constituent les intrants à partir desquels le rapport a été produit.

Au plan méthodologique, l'échantillonnage a été fait à travers un choix stratégique et raisonné selon le principe de l'« opportunistic sample » ou encore « l'échantillonnage selon la convenance » ou encore l'échantillonnage selon la disponibilité des cibles dans les quatre(4) pays où la problématique des droits de l'enfant se pose avec acuité.

Publication d'une étude sur le baromètre de perception de l'espace civique favorable aux droits des enfants

Dans un contexte de rétrécissement de l'espace civique, le Gorée Institute a mis sur pied ce projet de monitoring et d'analyse de l'espace civique lié aux droits de l'enfant afin de procéder à la collecte de données qualitatives et quantitatives en vue d'une analyse sociopolitique pour appréhender les causes et les conséquences du rétrécissement de l'espace civique sur les droits des enfants, les organisations de défense et de promotion des droits des enfants, les institutions en charge de la protection des enfants et ainsi dégager les pistes d'amélioration d'une meilleure prise en compte des droits des enfants relative à l'espace civique.

Cette analyse permet d'identifier les principaux acteurs de protection des droits de l'enfant et de les accompagner dans leurs rôles et leurs actions de promotion, de protection des droits de l'enfant et de l'espace civique au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. Elle aidera les acteurs concernés à avoir une meilleure connaissance des changements et des dynamiques de l'espace civique, de la situation des droits de l'enfant dans leurs pays, ainsi que l'élaboration de baromètre permettant d'évaluer l'espace civique lié au droit de l'enfant en Afrique de l'Ouest.

L'objectif général de ce monitoring est de produire un baromètre sur la situation de l'espace civique lié aux droits de l'enfant au Burkina, en Côte d'Ivoire,

au Mali et au Sénégal et de justifier de la nécessité ou non de recourir à un plaidoyer efficace basé sur des preuves pour influencer la mise en œuvre des politiques, du cadre juridique et des pratiques en matière de protection des droits de l'enfant dans ces pays.

Il s'agit de l'un des principaux résultats attendus du « Programme mondial de renforcement de la société civile 2021-2026 », en partenariat avec Save the Children et d'autres organisations de la société civile de défense des droits de l'enfant dans les États cibles d'Afrique de l'Ouest. Cette approche se veut innovante dans la mesure où la plupart des études menées sur l'espace civique sont principalement orientées vers les droits humains (Le HCDH et la protection et l'élargissement de l'espace civique ; Promotion de l'espace civique et protection des défenseurs des droits de l'homme ; Rétrécissement de l'espace de la société civile, etc.) et les résultats qui en découleront permettront de jauger l'impact de la restriction de cet espace sur les droits des enfants.

Conformément aux objectifs de l'étude, la démarche de l'élaboration du baromètre sur la situation de l'espace civique lié aux droits de l'enfant au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal devait être participative. Il s'agit de mobiliser le maximum de parties prenantes à toutes les phases, depuis la préparation des indicateurs et à leurs validations jusqu'aux étapes de la collecte des données. La première phase a consisté à l'élaboration des indicateurs suivie de leur validation lors d'un atelier de validation ayant regroupé l'ensemble des parties prenantes au projet à savoir les membres des organisations de la société civile de défense des droits des enfants, les partenaires techniques et financiers et les ministères. La seconde phase était l'élaboration des outils de collecte, le recrutement et la formation des moniteurs, suivi de la collecte et de l'analyse des données.

Programme de soutien aux jeunes chercheurs : après la formation, la documentation

Au début de l'année 2024, le Gorée Institute avait lancé un nouveau programme qui vise à relever certains défis liés à la jeunesse du Sahel et à soutenir les jeunes chercheurs en renforçant leurs compétences et leurs réseaux. En partenariat avec **Save the Children Denmark (SCD) et le Bureau régional de Save the Children pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (SC WCA)**, l'Institut a, dès le mois de janvier, mis en place une équipe de jeunes chercheurs issus du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Une activité qui a permis de renforcer leurs capacités en tant que chercheurs et les soutenir dans leurs carrières afin d'influencer un changement positif au Sahel.

Après le lancement de l'appel à candidatures, le Gorée Institute avait ainsi invité les candidats sélectionnés à une formation résidentielle intensive de lancement dans la semaine du 05 au 09 février 2024. Une formation alors axée sur la Recherche-Action Participative (RAP) et les participants, jumelés avec un mentor basé dans chacun des pays concernés.

Ce programme qui s'est inspiré du **Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA)** a permis d'établir un réseau de jeunes chercheurs qualifiés dans le Sahel. Cela à travers le soutien de leurs carrières pour qu'ils puissent contribuer à la construction de sociétés inclusives, cohésives, pacifiques et durables qui donnent la priorité aux connaissances menées par les jeunes et à un processus dynamique et itératif qui répond aux besoins et aux souhaits des jeunes.

Après la phase de formation, ce programme de soutien aux jeunes chercheurs du Sahel en est à sa deuxième phase ponctuée par le travail de suivi de leurs mentors qui les aident à rédiger leurs documents de plaidoyer, à collecter des données et à développer ces documents de plaidoyer.

PARTENARIATS ET RÉSEAUX

Symposium régional du Democracy Works Foundation (DWF) à Johannesburg

Dans le cadre du programme **Charter Project Africa**, certains membres du consortium ont dans leurs activités, prévu d'organiser des rencontres régionales. C'est ainsi que Africtivists a organisé son sommet en novembre 2021 à Abidjan, Gorée a tenu son régional dialogue en mai 2023 à Dakar, et DWF son symposium régional en mars 2024 à Johannesburg. D'autres rencontre sont prévues à Abuja et Addis respectivement en juin et septembre 2024. Le Gorée Institut a été convié à la rencontre de DWF et a été représenté par le coordonnateur du Charter Project Africa.



Ce symposium régional organisé sur le thème «**Moving Beyond Rhetoric : Le rôle des communautés économiques régionales et des cadres normatifs dans la promotion de la gouvernance démocratique et de l'intégrité électorale en Afrique australe**» visait à offrir une plateforme aux acteurs de la société civile, aux acteurs politiques, aux organes de l'UA et aux organismes régionaux pour les sensibiliser et à réfléchir au statut et à la pertinence des normes de l'UA et de la SADC en matière de promotion de la gouvernance démocratique et de l'intégrité électorale. Il a exploré également les possibilités d'approfondir le dialogue et l'engagement entre la société civile et les membres de l'AGA, y compris les CER telles que la SADC, en vue de leur permettre de collaborer à l'utilisation des instruments pour faire progresser la gouvernance démocratique et l'intégrité électorale en tant que priorité régionale et nationale.

Le Gorée Institute au 20 h du Centre des hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS)



Dans le cadre de son Programme Jeunes, Défense et Sécurité et Paix (PJDSP), le CHEDS a organisé l'édition 2024 des « 20 Heures des Jeunes ». La formation s'est tenue du 16 avril au 14 juin 2024 et l'objectif a été de contribuer à aider les jeunes à mieux jouer leur rôle de vecteurs de changement dans les domaines de la Défense et de la sécurité. La formation des 20 Heures du CHEDS regroupait des jeunes leaders, des Forces de Défense et de Sécurité et des journalistes.

Cette formation a vu d'une part la participation de deux membres du personnel de Gorée Institute : la chargée du Projet Gouvernance des ressources naturelles et l'Assistante Recherche. D'autre part, le Directeur Exécutif du Gorée Institute a animé le module sur « Jeunesse et prévention de la violence électorale ».



Panel-débat sur l'impact de l'instabilité dans la sous-région et au Sahel central, sur le Sénégal et sur les relations avec l'UE

Le Sahel central et l'Afrique de l'Ouest sont secoués par une instabilité devenue plus récurrente et les crises politiques et sécuritaires des dernières années



qui la sous-tendent ne cessent de se complexifier. Les dynamiques de coopération régionale et internationale se jouent donc dans un contexte plus précaire et plus instable, auquel les décideurs politiques doivent s'adapter. Pour une meilleure compréhension de ces dynamiques pouvant orienter et soutenir les décideurs politiques de la sous-région et décliner la nature du partenariat avec leurs partenaires européens, il est primordial d'effectuer des analyses spatiales innovantes qui fournissent des aperçus inédits sur les défis de la sécurité régionale.

Cette rencontre a réuni 45 délégués des groupes ACP/CODEV du Conseil de l'UE des 27 états-membre de l'UE (souvent il s'agit de jeunes diplomates ayant peu de connaissances préliminaires sur la région de l'Afrique de l'Ouest), représentants de INTPA et représentants de l'Ambassade de Belgique à Dakar.

Cette session de partage a permis à l'Institut Gorée de partager les principaux résultats du rapport sur le rôle du partenariat Europe-Afrique dans les Conflits et changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique, mais également à des experts avérés d'échanger avec le public sur les stratégies à adopter pour un meilleur partenariat entre l'Europe et l'Afrique sur les questions de gouvernance et les défis auxquels le Sénégal fait face dans un contexte régional tendu.





Gorée Institute

CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

VISION

Le Gorée Institute œuvre à l'avènement d'une Afrique paisible, juste et prospère, plus présente sur la scène internationale, dotée de sociétés engagées, d'institutions fortes et de citoyens ouverts et autosuffisants, avec des États démocratiques et efficaces, des entreprises prospères et transparentes ainsi qu'une société civile indépendante et engagée.

MISSION

Notre mission est de promouvoir l'émergence de sociétés justes, paisibles et autosuffisantes en Afrique. Nous la réalisons en nous efforçant d'élargir la gamme des paradigmes, des outils, du savoir-faire et des connaissances pouvant promouvoir l'émergence de sociétés paisibles et autosuffisantes. Dans ce but, nous renforçons également les capacités des institutions et des individus qui constituent ces sociétés et qui œuvrent pour leur établissement. Ce faisant, nous optimisons l'utilisation des ressources humaines, créatrices et financières du continent, tout en exploitant et en adaptant les meilleures pratiques venant d'ailleurs.

VALEURS

Le dévouement de l'ensemble du personnel à l'Institut et à sa mission constitue notre principal atout. L'innovation, la créativité, la pensée critique ainsi que la participation aux réseaux d'action sont, par excellence, nos valeurs, compétences et activités essentielles.

Gorée Institute

Residence Bibi, Rue des Gourmets
BP: 05 Ile de Gorée, Dakar, Sénégal
Telephone: +221 33 849 48 49
Email: info@goreeinstitut.org
Site web: <https://goreeinstitut.org>

